

**Burkina Faso - Propos à la presse de  
M. Jean-Yves Le Drian, ministre de  
l'Europe et des affaires étrangères,  
à l'issue de son entretien avec M.  
Roch Marc Christian Kaboré,  
président de la République du  
Burkina Faso**  
(Ouagadougou, 19 octobre 2018)

Mesdames, Messieurs,

Je viens d'avoir avec mes collaborateurs un long entretien avec le président Kaboré, assisté lui-même par mon ami Alpha Barry. Nous avons pu faire le point sur l'ensemble des dossiers bilatéraux mais aussi sur l'appréciation de la situation dans la région, à la fois dans le domaine du développement et dans le domaine sécuritaire.

Ce qui me frappe le plus, c'est la qualité de la relation, c'est la confiance, c'est l'engagement mutuel. Et nous avons pu faire le point avec le président Kaboré de la mise en oeuvre des engagements qui avaient été pris par le président Macron lors de sa venue, désormais célèbre, à Ouagadougou. Et c'est d'ailleurs dans ce prolongement que nous allons dans un instant, avec Alpha Barry, inaugurer la Maison de la jeunesse et de l'innovation, qui avait été annoncée à ce moment-là, qui se réalise et qui s'appellera désormais "La Ruche".

Nous avons aussi pu faire le point sur les enjeux de développement liés à l'opération de développement que l'on appelle l'opération des trois frontières sur lesquels la France va mettre en oeuvre une participation financière de dix millions d'euros. Et nous avons pu aussi, dans tous les enjeux de développement, faire un point sur l'opération de développement urbain sur Ouaga et en particulier sur la nouvelle gare routière et le quartier périphérique qui seront aménagés dans le cadre de ce programme de développement urbain.

Nous avons pu aussi faire le point sécuritaire et évoquer ensemble le renforcement de la force conjointe, le Sahel, qui est une initiative très forte du G5 et qui se met progressivement en oeuvre face à un combat contre le djihadisme qui est permanent. La dernière fois que je suis venu ici c'était après les derniers attentats qui avaient touché à la fois l'état-major des armées et l'ambassade de France, il y avait eu huit morts à ce moment-là. Je garde ce souvenir et cela m'a permis de redire au président Kaboré combien la France était disponible pour aider à la sécurisation de ce pays qui nous est très cher, qui est un partenaire à la fois amical et audacieux de la relation que le Burkina Faso a avec la France.

Et ma visite ici a permis, je crois, de préparer de manière efficace la venue du président Kaboré en France en visite officielle. Ce sera le 17 décembre, nous aurons l'occasion, à ce moment-là, de conforter l'ensemble des actions dont nous avons parlé aujourd'hui, dans un état

d'esprit de grande franchise et aussi de grande amitié.

Nous allons poursuivre donc nos travaux à la Maison de la jeunesse et de l'innovation, à "La Ruche".

Q - (inaudible)

R - Nous avons déjà une assistance militaire technique. Il y a eu un moment où les autorités du Burkina Faso ont jugé nécessaire que Barkhane intervienne, cela a été le cas. Et puis nous sommes en assistance de la force conjointe du G5, puisque la sécurisation du Sahel est globale et que la décision qui a été prise par les membres du G5 Sahel d'avoir une force conjointe avec des fuseaux spécifiques et de mettre, dans cette force conjointe, chacun, des unités, je pense en particulier à un bataillon du Burkina Faso, cette force-là est assistée par la France.

Q - Justement, six ans après, la menace terroriste s'est diffusée dans tout le Sahel. Qu'est-ce qui n'a pas fonctionné ? Concrètement, qui attaque le Burkina Faso ?

R - Si la France n'était pas intervenue en 2013 à la demande des autorités du Mali, je pense que je ne serais pas là à vous rencontrer aujourd'hui ici, parce que la violence et la détermination des djihadistes à ce moment-là avaient pour but à la fois de transformer le Mali en Etat sanctuarisé pour le djihadisme et, ensuite, à partir de là, d'être une plateforme de pénétration sur d'autres territoires. Le fait qu'il y ait eu l'action de Barkhane, ensuite, a permis de réduire considérablement l'offensive du djihadisme, en particulier au Mali. Et ce relais est pris aujourd'hui par la force conjointe même si Barkhane est toujours présente et toujours prête à assister les forces en présence. Il y a une pénétration djihadiste aujourd'hui plus significative au Burkina Faso, mais il y a aussi une mobilisation de l'ensemble des acteurs pour éviter que cette recrudescence ne soit trop forte. Des combats ont eu lieu, des combats positifs ont eu lieu récemment qui montrent qu'il y a une capacité de riposte qui est au rendez-vous./.